

Le rêve écologiste bousculé par la réalité de la délinquance

Jean-Marc Leclerc

«Le Figaro» a analysé les chiffres dans huit grandes villes Vertes, où le ministère de l'Intérieur dénonce un climat «antisécuritaire». Elles se situent au-dessus de la moyenne des villes de taille comparable en termes d'infractions par habitant.

Grenoble, la ville d'Éric Piolle, fief de l'écologie la plus intransigente, était l'an dernier la championne des vols avec armes, avec près d'une centaine d'affaires en un an, soit 6 faits pour 10 000 habitants. Sans même parler des règlements de comptes. C'est six fois plus que la moyenne nationale pour les grandes villes. Devant Marseille, et devant Saint-Denis, théâtre de maints débordements au nord de la capitale. Bordeaux, la ville de l'écologiste Pierre Hurmic, a vu grimper de 25 % les coups et blessures volontaires hors famille entre 2021 (première année pleine de son mandat) et 2023 (dernière année pleine disponible dans la statistique officielle). Il s'agit bien de la violence du quotidien, celle qui se déchaine dans la rue ou à l'école.

Dans le même temps, cette violence dans l'espace public a grimpé d'un tiers à Tours, la ville de l'écologiste Denis Emmanuel, de 26 % à Grenoble, de 22 % à Poitiers, la ville de l'écologiste Léonore Moncond'huy, et de 17 % à Besançon, dirigée par sa collègue Anne Vignot, du même bord politique. Ce n'est pas tout. À Poitiers, entre 2021 et 2023, les cambriolages ont augmenté de 51 %, tandis qu'ils grimpaient de 42 % à Strasbourg, ville confiée à l'écologiste Jeanne Barseghian, et de 39 % à Annecy, la ville de l'écologiste François Astorg. Bordeaux et Tours s'en sont mieux sur ce plan, avec des baisses respectives de 12 % et 7 %.

Globalement, force est de constater que la doctrine sécuritaire des écologistes est prise à revers par la réalité de la délinquance dans les grandes villes, particulièrement concernant les violences. Le Figaro a analysé les résultats dans huit bastions écologistes, en ajoutant aux villes déjà mentionnées la cité des Gaules, conquise par Grégory Doucet.

Lors du raz-de-marée électoral des écologistes en 2020, qui n'avait-on entendu ? Certains experts annonçaient le grand «tournant» dans les politiques de sécurité : une «opportunité inédite»

pour concevoir une nouvelle police, plus proche des gens, avec une police municipale dont les missions répondent aux besoins des habitants. Aux antipodes de la police d'intervention jugée provocatrice et, pour tout dire, trop à droite, aux yeux de ceux qui rêvent de substituer à l'ordre une logique de «coopération douce».

Fin la «militarisation» des policiers municipaux et l'armement «dangereux», halte à la débauche de vidéosurveillance au «coût exorbitant», pouvait-on lire. Des réunions argumentées se tenaient de Nice à Marseille en passant par Beauvais, comme autrefois à Arles, en 2015, où un collectif intégrant EELV avait même obtenu quelque succès. Les programmes verts en 2020 prônaient «une approche préventive et démocratique» de la sécurité. Opposant finalement deux approches, la prévention et la répression, au lieu de leur insinuation pour trouver un équilibre.

Les programmes Verts en 2020 prônaient «une approche préventive et démocratique» de la sécurité. Opposant finalement deux approches, la prévention et la répression, au lieu de leur insinuation pour trouver un équilibre

Bientôt quatre ans plus tard, le réveil est douloureux. Sur les huit villes étudiées, parmi la quarantaine de communes de plus de 100 000 habitants que compte l'Hexagone, toutes connaissent, entre 2021 et 2023, une hausse des coups et blessures volontaires hors du cadre familial de 5 % à 33 %, selon les endroits.

Mais surtout, les huit métropoles en question se situent au-dessus de la moyenne des villes de taille comparable en termes d'infractions par habitant. Alors que le taux moyen est de 25 faits de violence hors familles pour

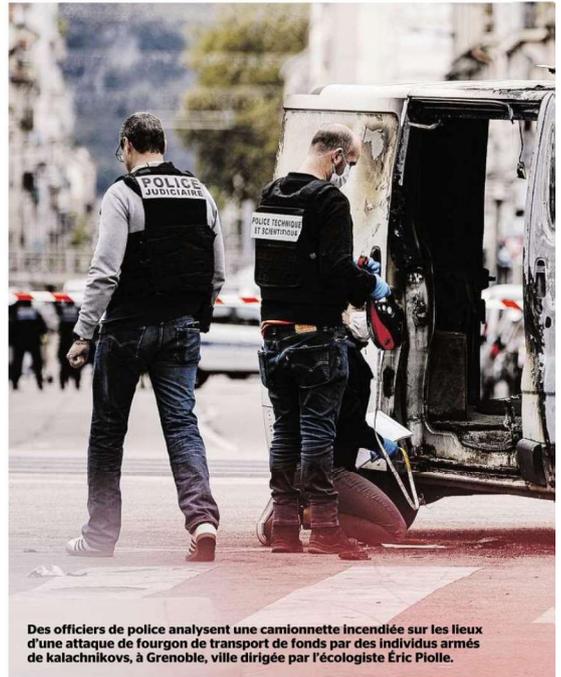
10 000 habitants, le niveau varie de 27 faits pour 10 000 habitants à Annecy à 55 faits pour 10 000 habitants à Grenoble, soit deux fois la moyenne des villes comparables. Bien loin de la révolution douce espérée.

Ces chiffres incontestables sont ceux du Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI), rattaché au ministère de l'Intérieur, Bruno Retailleau. Un premier flic de France bien décidé à dire aux Français certaines vérités, tant sur les questions d'insécurité que d'immigration, puisqu'il n'est pas de ceux qui dressent une frontière entre ces deux sujets.

Récemment, le maire de Lyon, Grégory Doucet, a annoncé vouloir augmenter le nombre de caméras fixes de vidéosurveillance de 5 à 10 % du parc et a saisi à cet effet le «collège éthique de la vidéosurveillance» à Lyon. Il compte porter sa police municipale de 284 agents actuellement à 365. Et il fait valoir que les chiffres de la délinquance du premier semestre 2024 se sont amoindris dans sa ville.

De son côté, le maire de Bordeaux, Pierre Hurmic, bousculé par la réalité, a décidé le 12 novembre dernier d'armer une partie de sa police municipale, en contradiction avec la doxa écologiste. Équipée d'armes de poing, «cette brigade interviendra en appui des autres brigades dans la journée et sur l'ensemble de la ville en soirée», a précisé l'édile. Elle sera dotée d'une cinquantaine d'agents et sera opérationnelle mi-2025, une fois le processus d'agrément et de formation des agents mené. Ces policiers se déplaceront essentiellement à pied ou à vélo, pour être au contact direct des habitants.

Le maire de Bordeaux passe évidemment pour un franc-tireur dans son camp. Et l'hôte de Beauvais a beau jeu de fustiger, parmi les autres élus écologistes, ces maires à la mentalité «antisécuritaire». Lui qui aimerait tant que tout le monde tire dans le même sens, y compris la justice, souvent jugée laxiste. Néanmoins, il ne fera pas l'économie d'une autorictorie s'agissant des forces de sécurité du pays. Le «désengagement de l'État



Des officiers de police analysent une camionnette incendiée sur les lieux d'une attaque de fourgon de transport de fonds par des individus armés de kalachnikovs, à Grenoble, ville dirigée par l'écologiste Éric Piolle.

est depuis longtemps dénoncé par les maires, notamment ceux des villes moyennes, quelle que soit leur couleur politique. Le puissant président de l'Association des maires de France (AMF), David Lisnard, n'a de cesse de dénoncer cette tendance lourde et néfaste, à ses yeux.

À l'entendre, les petits maires, mais aussi ceux des grandes villes, ne sont pas toujours bien informés des actions des services régalien, ni même consultés. Ils compensent ce déficit en tâchant de tisser des liens personnels avec le préfet ou le commissaire de police, pour les plus grosses communes. Avant le remaniement, Bruno Retailleau assurait vouloir associer davantage les élus. Il se disait aussi partisan d'aller «aussi loin que possible» sur les prérogatives des polices municipales dans un futur texte de loi. À condition qu'une majorité se dégage pour le voter.

Selon David Lisnard, l'État a trop longtemps été défaillant sur les questions sécuritaires : depuis vingt-cinq ans», déplore-t-il, même s'il a saisi l'annonce de la création de 238 nouvelles brigades de gendarmerie dans

les campagnes (qui avaient été supprimées au fil des ans avec la création des communautés de brigade). Celles-ci mettront du temps à toutes émerger, à proposer même que le projet aille jusqu'au bout, car, selon le sénateur LR des Alpes-Maritimes, Henri Leroy, rapporteur pour avis de la mission «sécurité» du projet de loi de finances 2025, le récent rejet du budget à l'Assemblée met en danger l'opération, faute de crédits désormais. La loi de finances spéciale présentée au dernier Conseil des ministres du gouvernement Barnier n'a pas vocation à honorer ce type d'engagement.

Sur les 35 000 communes de France, 10 % seulement ont une police municipale. L'enjeu n'est pas seulement de disposer d'effectifs, encore faut-il les injecter sur le terrain. Ce qui signifie rompre avec la culture bien française de la bureaucratie et «alléger une procédure qui, pour l'heure, s'alourdit d'année en année», malgré les beaux discours, déplore le Syndicat des commissaires de la police nationale (SCP). Dénoncer les «antisécuritaires» dans les communes ne suffira pas. L'État doit lui-même montrer l'exemple. ■

«Végétaliser sa ville, c'est bien, mais pas au détriment de la sécurité» : ces maires

Angélique Néroni

«Le maire met des plantes partout dans sa ville mais pour avoir une caméra de vidéosurveillance supplémentaire, il n'a pas les moyens !», peste Louise, une Bordelaise qui s'en prend vertement à la politique menée dans la ville. Depuis que les écologistes dirigent Bordeaux, la sécurité part, selon elle, à vau-l'eau. «Parce que ce n'est vraiment pas la priorité du maire, Pierre Hurmic», déplore cette mère de famille qui, dans le quartier des Capucins où elle réside, voit la situation se dégrader. Des rues y sont devenues le marché de la drogue, provoquant attroupements et violences autour des points de vente. «Les gens ont peur, en particulier les femmes», décrit-elle. En octobre dernier, elle avait donc participé à deux actions menées sur le marché du quartier où des banderoles déployées intimaient aux dealers de «dégager». «Quartier occupé : zonards, drogue», avertissaient d'autres pancartes.

Pour cette habitante, il est temps d'armer la police municipale, comme se décide enfin à le faire le maire pour une partie de ses agents. Mais cette décision ne va pas pour autant changer, selon

elle, le logiciel politique des écologistes en matière de sécurité. Si bien qu'elle rejoindra une prochaine manifestation pour dénoncer l'inaction de la municipalité face à la montée de la violence. Une mobilisation qui pourrait aller au-delà de ce quartier. Car, dans d'autres secteurs de la commune, les trafics de drogue se sont enkystrés. Et les pots de fleurs mis en place par la municipalité servent de caches aux dealers pour qui y entreposent leur marchandise.

Pierre Hurmic, ce maire écologiste qui a mis fin au traditionnel sapin de Noël à Bordeaux parce qu'il ne voulait «pas d'arbres morts sur les places de la ville», avait-il dit, n'est pas le seul à se voir reprocher de négliger la sécurité dans sa ville. Cette critique est même une constante dans les communes tenues par les écologistes, plus préoccupés à faire des pistes cyclables et à végétaliser tous les coins de rue. «À Lyon, on est désormais dans l'ambiance cagette. Le maire écolo, Grégory Doucet, installe des barrières de bois partout autour des arbres morts sur les places de la ville», avait-il dit, n'est pas le seul à se voir reprocher de négliger la sécurité dans sa ville. Cette critique est même une constante dans les communes tenues par les écologistes, plus préoccupés à faire des pistes cyclables et à végétaliser tous les coins de rue. «À Lyon, on est désormais dans l'ambiance cagette. Le maire écolo, Grégory Doucet, installe des barrières de bois partout autour des arbres au lieu de recourir à la ferronnerie», critique Baptiste Jacquet, qui, à la tête de l'association Gullyver, fustige la montée de l'insécurité. Lyon a un capital beauté immense et il faudrait au moins trois mandats pour fusiller la ville mais, dans ce domaine, il faut s'en inquiéter, les Verts sont doués.»

Surtout, ce responsable d'association s'alarme des messages inquiétants adressés à la population par l'équipe municipale. Par exemple, quand elle ne condamne pas des actes de vandalisme commis à coups de peinture sur les murs de la préfecture, sous prétexte de lutter contre le réchauffement climatique. Elle pratique, dit-il, «la politique de l'excuse». «Quand, encore, on voit des tags anti-police fleurir partout sur les murs, la ville ne les efface pas», renchérit Béatrice de Montille, élue d'opposition de droite. «Les Verts refusent

«À Lyon, on est désormais dans l'ambiance cagette. Le maire, Grégory Doucet, installe des barrières de bois partout autour des arbres au lieu de recourir à de la ferronnerie. Lyon a un capital beauté immense et il faudrait au moins trois mandats pour fusiller la ville mais, dans ce domaine, il faut s'en inquiéter, les Verts sont doués.»

Baptiste Jacquet
Président de l'association Gullyver

le partage d'images issues de la vidéosurveillance entre la police nationale et la police municipale. Cela en dit long», ajoute-t-elle.

Dans le 7^e arrondissement, où Baptiste Jacquet agit avec son association, il voit les problèmes s'amplifier : squats, errance de migrants et trafics de drogue pourrissent la vie des habitants. Sébastien, qui y avait ouvert un bar de nuit, a d'ailleurs fini par tirer le rideau. «Trop d'insalubrité, trop de cambriolages, refuse-t-il en critiquant au passage l'élue écolo de son arrondissement. Elle n'est jamais venue chez moi, préférant fréquenter le bar LGBT d'à côté.» Et de souligner : «Lyon, ce n'est pas Grenoble où les trafiquants sortent les armes de guerre. Mais ici, entre dealers, on se bat quand même à coups de machettes, de couteaux ou de plaques d'égoûts qu'on retire du sol.»

À Grenoble, où la situation est en effet particulièrement alarmante avec l'augmentation de fusillades mortelles, tous les voyants sont au rouge. «Bien sûr, le maire écologiste Éric Piolle ne peut pas tout faire et il n'est pas responsable des violences qui touchent tout le pays, admet Claudette», une retraitée de 65 ans. Mais tout de même, il pourrait davantage agir et tenir un discours de fermeté.» Cela lui aurait peut-être permis, il y a quelques jours, de dîner

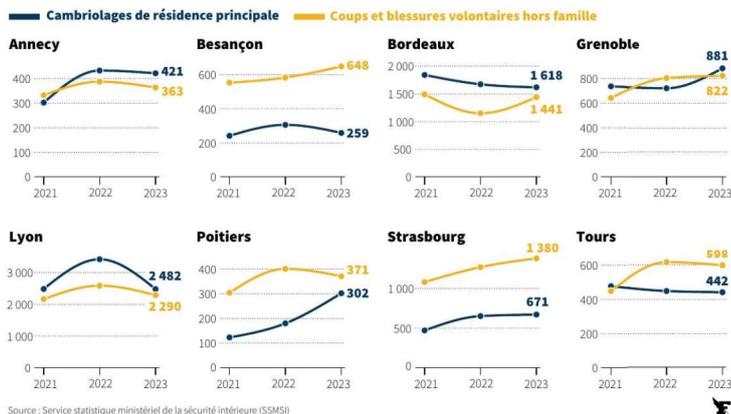
tranquillement avec son mari au lieu de voir une balle perdue se loger dans le double vitrage de sa cuisine...

Dans ce climat de violence, Brigitte, elle, vit l'insupportable. Elle a perdu son fils de 22 ans en août dernier, frappé à la tête avec une bouteille de protoxyde d'azote par un agresseur. Un drame qui a été relayé dans la presse. «Mais pas un mot de la part du maire, il ne m'a pas appelée», dit cette mère effondrée. Un silence qui n'étonne guère Carla, gérante d'une supérette. Il y a deux ans, une cinquantaine de jeunes qui sortaient de la piscine municipale avaient dévalisé son commerce situé à proximité. Outre sa totale absence de soutien, la ville «avait refusé de transmettre les images vidéo de la piscine pour les besoins de l'enquête», rapporte Alain Garignon, ancien maire de la ville et adversaire déclaré d'Éric Piolle. Un refus qui illustre l'attitude générale du maire en matière de sécurité. Malgré les drames qui s'enchaînent sur son territoire, comme le meurtre d'un employé municipal en pleine rue, le 8 septembre dernier, l'élu écologiste refuse d'armer sa police municipale et de l'étoffer. Pour lui, cette délinquance relève de la compétence de la police nationale et non de la sienne. Mais de rien faire, c'est laisser faire, selon de nombreux habitants : «Les incivilités, les squats se multiplient



MAXIME GRESS / HNS LUCAS VIAIR

La sécurité devient un enjeu dans les villes écologistes



Source : Service statistique ministériel de la sécurité intérieure (SSMSI)

écologes critiqués par leurs administrés

et il y a une population marginale de plus en plus visible dans les rues», s'inquiète Alain Carignon.

À Annecy, autre maire écologiste et même réticence en matière de sécurité. «Alors que la ville a fusionné avec cinq autres communes et que l'on est passé de 55 000 habitants à 134 000, le maire, François Astorg, laisse traîner le projet de création du centre de sécurité urbaine. D'ailleurs, le réseau de vidéoprotection est désormais devenu en grande partie inopérant», déplore Anthony Granger, membre d'Annecy ensemble, premier groupe d'opposition de la ville. «Au lieu d'investir dans une police municipale plus importante, l'équipe de François Astorg crée des îlots de fraîcheur. Végétaliser sa ville, c'est bien, mais ça ne doit pas se faire au détriment de la sécurité», s'empare Julien Combet, le président d'une association qui agit en soutien à l'opposition. Or, signe du désengagement de la ville, selon Anthony Granger, «la commission sécurité se réunit trois à quatre fois par an, quand celle pour la ville durable se rassemble tous les quinze jours.»

Si Nantes n'a pas à sa tête d'élu Vert, c'est tout comme, selon Laurence Garnier, conseillère municipale de droite. «La population est prise en otage de l'alliance politique de la maire socialiste, Johanna Rolland, avec l'extrême gauche

et les écologistes qui, seuls, siègent au conseil municipal», dit-elle. Devant composer avec ses alliés, la maire est obligée de reculer sur le front de la sécurité, assure-t-elle. «Dans ce domaine, la ville ne peut évidemment pas tout faire mais sa responsabilité est de faire tout ce qu'elle peut faire.» Or «on est

«Alors que la ville a fusionné avec cinq autres communes et que l'on est passé de 55 000 habitants à 134 000, le maire, François Astorg, laisse traîner le projet de création du centre de sécurité urbaine. D'ailleurs, le réseau de vidéoprotection est désormais devenu en grande partie inopérant. La commission sécurité se réunit 3 à 4 fois par an, quand celle pour la ville durable se rassemble tous les quinze jours»

Anthony Granger
Membre d'Annecy ensemble, premier groupe d'opposition de la ville

loin du compte», renchérit Foulques Chombart de Lauwe, conseiller municipal de droite et candidat déclaré à Nantes pour les prochaines municipales. Aujourd'hui, la maire refuse toujours d'armer sa police municipale. «Elle est coïncée par son aile gauche» qui, dit-il, «manifeste une certaine complaisance avec la violence et une défiance à l'égard des forces de l'ordre». Ce fut le cas quand, en 2022, l'un des adjoints écologistes - s'exprimant ensuite de dire qu'il était là par hasard - avait défilé dans les rues de Nantes derrière le slogan «la police tue». Ce pacte politique avec l'extrême gauche explique aussi, selon Laurence Garnier, le silence de la maire quand le député LFI de Loire-Atlantique, Andy Kerbrat, a été surpris, le mois dernier à Paris, en train d'acheter de la drogue avec ses indemnités de mandat. «Un silence pesant», selon Sécurité nocturne Nantes, une association qui œuvre pour rétablir l'ordre dans la ville. «L'affaire Kerbrat résonne toute particulièrement à Nantes, ville où les trafics continuent à faire des victimes et pourrissent la vie des habitants», ont écrit les responsables de cette structure dans une lettre adressée à Johanna Rolland. Et, après ces lignes, de lui demander : «Madame le maire, qu'est-ce que votre silence signifie ?» ■
«Les prémisses ont été modifiées

À Saint-Brieuc, la méthode d'un édile de gauche converti à l'ordre

Richard Flurin
Envoyé spécial à Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor)

Il est des matins qui commencent comme tous les autres avant que, au détour d'une habitude, la mort vous regarde droit dans les yeux. Pour Hervé Guihard, maire divers gauche de Saint-Brieuc (Côtes-d'Armor), c'était le 26 septembre dernier. Un jeudi, où il échappa de peu au trépas. Comme souvent, «Monsieur le maire» boit un expresso au Bistrot de la Poste, café populaire du centre-ville où il croise ses administrés. L'horloge n'indique pas encore 9 heures. Dans le concert du percolateur et des conversations, un homme entre, hagard. D'un coup, son regard pointe vers le maire, attaché avec une collaboratrice. L'individu ferme la porte d'un coup sec et intime de ne pas sortir.

Après avoir annoncé une prise d'otages, il exige qu'on appelle la télévision locale. «Il est extrêmement violent, brutal, il pousse tout le monde, il tape», se souvient l'édile. La folie démuselée. L'homme sort un couteau et affiche clairement ses intentions : «Il va y avoir deux morts aujourd'hui : vous, Monsieur le maire, et moi, parce que je me tuerai après.» La scène se poursuit jusqu'à ce que l'assaillant se jette sur sa victime. Hervé Guihard se bagarre, selon ses mots, parvient à repousser la première offensive, puis la seconde. «Un moment donné, je vois un faisceau lumineux sur le corps du Monsieur qui s'apprête à se jeter sur moi. Au bout, la police est en train de le mettre en joue avec un pistolet à impulsion électrique. Je me dis que je suis sauvé», témoigne le maire. Les forces de l'ordre finiront par interpellier l'individu, non sans mal. Hervé Guihard s'en sort avec des blessures superficielles. Plus de peur que de mal, pour cette fois.

Une agression d'une telle brutalité ne laisse pas indifférent. Installé dans son vaste bureau lambrissé de l'hôtel de ville, quelques semaines après les faits, Hervé Guihard s'épanche peu. Par pudeur. Mais l'insécurité du quotidien, la violence qui guette, les affres de la démente, le maire de gauche les a désormais inscrites dans sa chair. L'ancien référent départemental de la Ligue des droits de l'homme (LDH), une association de gauche aux positions anti-sécuritaires, avoue avoir évolué dès sa prise de fonction en 2020. «Avant de devenir maire, je traitais les questions de sécurité de façon théorique, mais on ne peut pas faire de philosophie face à une personne qui s'est fait agresser», confesse cet ancien cadre dans l'informaticque. Et d'ajouter : «La société est devenue violente dans des proportions que je ne pouvais pas imaginer il y a quatre ans.»

Dans sa ville de 45 000 habitants qui jouxte le grand large, préfecture des Côtes-d'Armor, Hervé Guihard a donc décidé de prendre les problèmes d'insécurité à bras-le-corps, contraint et forcé par des atteintes aux personnes qui ont bondi de 30 % en deux ans, selon les chiffres de la direction départementale de la police nationale (DDPN). Mais il entend le faire avec une vision bien à lui, qui s'attache aux causes, par-delà la brutalité des faits. «La violence dans l'espace public n'est pas commise uniquement par des gens qui le font sciemment. Ici, c'est même très majoritairement des personnes qui ont des problèmes de santé mentale liés aux addictions», déplore le maire. Il porte son cas personnel en étendard : son agresseur souffrait de troubles psychiques graves. «Il avait été relâché par le psychiatre qui le suivait faute de places en structure», retrace Hervé Guihard, qui condamne «une grande faille du continuum de sécurité».

Loïn de l'image d'Épinal de la cité balnéaire, paisible et indolente, Saint-Brieuc souffre en réalité d'une épidémie psychiatrique, les troubles mentaux constituant la première affection de longue durée, loin devant le diabète et le cancer. La consommation d'alcool jugée «excessive» et «problématique» dans un récent rapport n'arrange rien à l'affaire. Par conséquent, l'élu a décidé d'intégrer les autorités sanitaires au sein du conseil local de sécurité et de prévention de la délinquance (CLSPD).

Cet «outil de pilotage» à la main du maire réunit trois à quatre fois par an le préfet, le procureur de la République, le DDPN et désormais un cadre de l'agence régionale de santé (ARS) - une originalité locale saluée par les différents acteurs et qui pourrait se généraliser. Ce comité restreint permet de faire le point sur la situation sécuritaire et de fixer des priorités. À son arrivée, l'ancien adhérent socialiste a décidé de mettre l'accent sur l'alcool, les stupéfiants et les violences sexuelles.

Des groupes de travail, qui se réunissent chaque semaine, ont également été structurés dans le cadre du CLSPD. Par exemple sur la surconsommation d'alcool, considérable dans l'agglomération briochine, et son lot de rixes, voire d'agressions au couteau. Le maire travaille ainsi avec les représentants des bars, des boîtes de nuit et des supérettes, en leur demandant de prendre des mesures pour éviter les débordements. Il n'hésite pas à menacer de fermeture des établissements récalcitrants. «Ce ne sont pas des outils massifs, mais ils sont opérants», assure Hervé Guihard.

Ce dernier aimerait aller beaucoup plus loin. «Le maire peut prendre le placotage de toutes les forces de l'ordre dans l'espace public, car il est plus à même de coordonner tous les acteurs qui coproduisent la sécurité autour de l'habitant», défend-il, appelant pour cela à un changement de la loi et des financements. Il assure cependant qu'il n'est pas question d'«investir le champ du judiciaire ni du maintien de l'ordre» qui relève en l'occurrence de la police nationale.

«Avant de devenir maire, je traitais les questions de sécurité de façon théorique, mais on ne peut pas faire de philosophie face à une personne qui s'est fait agresser. La société est devenue violente dans des proportions que je ne pouvais pas imaginer il y a quatre ans»

Hervé Guihard Maire de Saint-Brieuc

L'ancien associatif admet aussi le pouvoir de «régulation» de la police dans l'espace public. Il a ainsi passé le nombre de policiers municipaux de 13 à 21 (+62 %) en quatre ans, et les a incités à davantage patrouiller à pied ou à vélo. «Ce qui compte pour les gens, c'est de voir du bleu», lance l'élu en arpentant le dédale granitique du centre-ville, accompagné de deux policiers municipaux. Cette «police de contact» est dotée de tasers, mais pas d'armes létales, réservées à la police nationale. Pour saisir l'intensité de la violence qui frappe sa ville, le maire a embarqué à deux reprises au début de son mandat avec un équipage de nuit de la Brigade anti-criminalité (BAC) de Saint-Brieuc. L'expérience lui a fait prendre conscience que «la société est devenue plus brutale».

Son opposition de principe à la vidéosurveillance a elle aussi souffert de quelques évolutions. Un vaste audit commandé au début de son mandat a prouvé l'efficacité de la quarantaine de caméras installées par ses prédécesseurs. Elles ont notamment permis d'éclaircir des affaires graves, selon le procureur de Saint-Brieuc. «Ca me coûte philosophiquement, mais la seule chose qui compte, c'est ma responsabilité vis-à-vis des gens», explique Hervé Guihard, qui plaide pour sa part pour le développement de caméras mobiles plutôt que de dispositifs fixes.

Le volontarisme de l'élu briochin en matière de sécurité butte sur deux problèmes majeurs. «Mes prérogatives de maire m'offrent de vrais leviers pour agir, mais là où je suis dépassé, c'est sur les stupéfiants et les réseaux de migration», expose-t-il. La préfecture des Côtes-d'Armor n'est pas encore submergée par ces difficultés, mais l'édile s'arme de prudence. «Le narcotrafic, je ne suis pas dupe, ça finira par dépasser les frontières des grandes métropoles et arriver dans les villes moyennes», s'inquiète Hervé Guihard. C'est effectivement l'une des conclusions majeures du récent rapport sénatorial transpartisan sur le narcotrafic. ■